

LOIS

LOI organique n° 72-521 du 29 juin 1972 modifiant les dispositions du code électoral relatives à la composition de l'Assemblée nationale (1).

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Conseil constitutionnel a déclaré conforme à la Constitution,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Le nombre des députés à l'Assemblée nationale pour les départements de la France métropolitaine, fixé à l'article L. O. 119 du code électoral, est porté de 470 à 473.

Cette disposition entrera en vigueur lors des prochaines élections législatives.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 juin 1972.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
JACQUES CHABAN-DELMAS.

Le ministre de l'intérieur,
RAYMOND MARCELLIN.

Loi organique n° 72-521 TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale :

Projet de loi organique, n° 2305 ;
Rapport de M. Zimmermann, au nom de la commission des lois (n° 2389) ;
Discussion et adoption le 8 juin 1972.

Sénat :

Projet de loi organique, adopté par l'Assemblée nationale, n° 256 (1971-1972) ;
Rapport de M. Marcellin, au nom de la commission des lois, n° 261 (1971-1972) ;
Discussion et adoption après discussion immédiate le 15 juin 1972.

Décision du Conseil constitutionnel en date du 28 juin 1972, publiée au Journal officiel du 29 juin 1972.

LOI n° 72-522 du 29 juin 1972 portant modification des dispositions du code électoral relatives à l'élection des députés à l'Assemblée nationale (1).

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Art. 1^{er}. — Le tableau n° 1 des circonscriptions électorales pour l'élection des députés de la France métropolitaine et des départements d'outre-mer, visé aux articles L. 125 et L. 337 du code électoral et annexé audit code, est modifié conformément au tableau joint à la présente loi.

Art. 2. — Lorsque les limites d'un département ont été modifiées, les circonscriptions électorales figurant au tableau n° 1 susvisé du code électoral et qui ont une limite commune avec une ou plusieurs circonscriptions électorales d'un département

Loi n° 72-522 TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale :

Projet de loi n° 2306 ;
Rapport de M. Zimmermann, au nom de la commission des lois (n° 2390) ;
Discussion et adoption le 8 juin 1972.

Sénat :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, n° 257 (1971-1972) ;
Rapport de M. Marcellin, au nom de la commission des lois, n° 262 (1971-1972) ;
Discussion et adoption le 15 juin 1972.

limitrophe sont modifiées de telle sorte que cette limite coïncide avec les limites des départements, telles qu'elles sont définies à la date de la promulgation de la présente loi.

Art. 3. — Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur lors des prochaines élections législatives.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 29 juin 1972.

GEORGES POMPIDOU.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,
JACQUES CHABAN-DELMAS.

Le ministre de l'intérieur,
RAYMOND MARCELLIN.

TABLEAU RECTIFICATIF DES CIRCONSCRIPTIONS ÉLECTORALES
DANS LA FRANCE MÉTROPOLITAINE

DÉPARTEMENTS	COMPOSITION
<i>Isère.</i>	
5 ^e circonscription...	Cantons de Bourgoin-Jallieu, Heyrieux, La Verpillière, Vienne-Nord, Vienne-Sud (moins les communes autres que Vienne).
6 ^e circonscription...	Cantons de Beaurepaire, La Côte-Saint-André, Roussillon, Roybon, Saint-Etienne-de-Saint-Geoirs, Saint-Jean-de-Bournay, Vienne-Sud (communes autres que Vienne).
7 ^e circonscription...	Cantons de Crémieu, Le Grand-Lemps, Moresstel, Pont-de-Beauvoisin, Pont-de-Chéruy, Saint-Geoire-en-Valdaine, La Tour-du-Pin, Virieu.
<i>Rhône.</i>	
6 ^e circonscription...	Commune de Villeurbanne.
7 ^e circonscription...	Cantons de Limonest, Neuville-sur-Saône, Rillieux.
8 ^e circonscription...	Cantons de L'Arbresle, Condrieu, Givors, Mornant, Saint-Symphorien-sur-Coise, Vaugneray (moins les communes de Tassin-la-Demi-Lune et Francheville).
11 ^e circonscription...	Canton de Saint-Symphorien-d'Ozon, communes de Saint-Fons, Vénissieux.
12 ^e circonscription...	Canton de Saint-Genis-Laval ; commune de Tassin-la-Demi-Lune, commune de Francheville.
13 ^e circonscription...	Canton de Meyzieux, communes de Bron, Vaulx-en-Velin.
<i>Yvelines.</i>	
6 ^e circonscription...	Ajouter les communes de Châteaufort et de Toussus-le-Noble.

LOI n° 72-523 du 29 juin 1972 autorisant l'approbation de l'échange de lettres franco-suisse, signé à Paris les 7 et 21 octobre 1971, concernant l'application de la convention du 16 novembre 1962 relative à la protection des eaux du lac Léman contre la pollution (1).

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article unique. — Est autorisée l'approbation de l'échange de lettres franco-suisse, signé à Paris les 7 et 21 octobre 1971,

Loi n° 72-523 TRAVAUX PRÉPARATOIRES (1)

Assemblée nationale :

Projet de loi n° 2367 ;
Rapport de M. Pianta, au nom de la commission des affaires étrangères (n° 2404) ;
Discussion et adoption le 13 juin 1972.

Sénat :

Projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale, n° 266 (1971-1972) ;
Rapport de M. Boin, au nom de la commission des affaires étrangères, n° 282 (1971-1972) ;
Discussion et adoption le 21 juin 1972.